

# 2012

*Rapport d'activité*

---

*Jahresbericht*

**FCV - VWG**

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden



## **Sommaire**

### **Inhaltsverzeichnis**

Mot de la Présidente de la FCV	2
Wort der Präsidentin des VWG	3
Rapport d'activité du comité	4
Tätigkeitsbericht des Vorstandes	10
Comptes d'exploitation / Budget	16
Erfolgsrechnung / Budget	17
Bilan / Bilanz	18
Rapport des vérificateurs	19
Revisorenbericht	19
Comité	20
Vorstand	20

Mesdames et Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,  
Mesdames et Messieurs,

Nous avons le plaisir de vous présenter notre rapport annuel 2012. Pour la Fédération, l'année dernière a de nouveau été caractérisée par un grand nombre de dossiers importants avec des effets directs et indirects sur nos communes. La FCV est aujourd'hui un partenaire du canton reconnu pour tous les domaines et les problèmes concernant les communes. Cela permet d'intégrer les facteurs importants pour les communes et de défendre leurs intérêts à tous les différents stades des procédures législatives et des processus de prise de décision – que ce soit dans le cadre des nombreuses procédures de consultation, des différents groupes de travail et commissions cantonaux ou lors de contacts directs avec les Chefs de Département et les Chefs de Service.

Je souhaite remercier ici les membres du Gouvernement valaisan pour leur collaboration extrêmement précieuse et marquée par un esprit de partenariat. Ma reconnaissance s'adresse également aux Chefs des Services cantonaux et à leurs collaborateurs et collaboratrices, ainsi qu'en particulier à Monsieur Maurice Chevrier, Chef du Service des affaires intérieures et communales et à Monsieur Olivier Beney, Délégué aux finances et réformes communales, qui, en tant qu'interlocuteurs directs pour les communes, sont toujours prêts à écouter nos requêtes.

Les défis posés aux collectivités locales de droit public ne vont pas diminuer. Le passé récent a montré que les décideurs, aussi bien au niveau fédéral que cantonal, courent le danger de prendre des décisions sans examiner les effets concrets et sans penser aux problèmes de mise en œuvre au niveau des échelons inférieurs de notre Etat. Il est donc primordial que les communes définissent des positions conjointes et les défendent auprès des autorités cantonales avec l'impact nécessaire.

Mon mandat de Présidente de la FCV prend fin avec l'assemblée générale de cette année. Au cours de ces quatre dernières années, je me suis toujours engagée avec joie et conviction pour les intérêts des communes. Avec le Comité, nous sommes parvenus à défendre efficacement ces intérêts dans le cadre de dossiers importants. Ma gratitude va aux membres du Comité et au Secrétaire général pour l'excellente collaboration et leur engagement dans l'intérêt des communes valaisannes. Mes remerciements s'adressent en particulier aussi à vous, Mesdames et Messieurs les présidents, pour la bonne collaboration et votre soutien. Je vous souhaite plein succès pour l'exercice de votre importante tâche publique.

Marianne Maret, Présidente

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte

Sehr geehrte Damen und Herren

Es freut uns, Ihnen hiermit unseren Jahresbericht 2012 vorlegen zu können. Auch das vergangene Verbandsjahr war geprägt durch eine Vielzahl von wichtigen Dossiers mit unmittelbaren und mittelbaren Auswirkungen auf unsere Gemeinden. Der VWG ist heute anerkannter Partner des Kantons für sämtliche die Gemeinden betreffenden Bereiche und Problemstellungen. Es besteht somit die Möglichkeit, in den verschiedenen Stadien der Gesetzgebungsverfahren und Entscheidungsprozesse – sei dies im Rahmen der zahlreichen Vernehmlassungsverfahren, der vielen kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen oder im direkten Kontakt mit den Departementsvorstehern und Dienstchefs – die für die Gemeinden wichtigen Faktoren einzubringen und die Anliegen zu vertreten.

Ich möchte an dieser Stelle den Mitgliedern der Walliser Regierung für die äusserst wertvolle und partnerschaftlich geprägte Zusammenarbeit bestens danken. In diesen Dank einschliessen möchte ich die Chefs der kantonalen Dienststellen und deren MitarbeiterInnen sowie im Besonderen Herrn Maurice Chevrier, Chef der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten und Herrn Olivier Beney, Delegierter für Finanzen und Gemeinde-reformen, die als direkte Ansprechpartner für die Gemeinden stets ein offenes Ohr für unsere Anliegen haben.

Die Herausforderungen für die lokalen öffentlich-rechtlichen Körperschaften werden künftig nicht kleiner. Die jüngste Vergangenheit hat es gezeigt, dass die Entscheidungsträger sowohl auf Bundesebene als auch auf kantonaler Ebene Gefahr laufen, Entscheide zu fällen, ohne sich zu vergegenwärtigen, welches die konkreten Auswirkungen sind und wie sich die damit zusammenhängenden Umsetzungsprobleme auf den darunter liegenden Stufen unseres Staatswesens darstellen. Umso wichtiger ist es, dass die Gemeinden gemeinsame Positionen definieren und diese mit der erforderlichen Durchschlagskraft bei den kantonalen Behörden vertreten.

Mein Mandat als Präsidentin des VWG wird mit der diesjährigen Generalversammlung zu Ende gehen. In den letzten vier Jahren habe ich mich stets mit Freude und Überzeugung für die Anliegen der Gemeinden eingesetzt. Gemeinsam mit dem Vorstand ist es uns gelungen, die Interessen der Gemeinden in wichtigen Dossiers wirkungsvoll zu vertreten. Ich möchte an dieser Stelle den Mitgliedern des Vorstandes und dem Generalsekretär für die angenehme Zusammenarbeit und ihr Engagement im Interesse der Walliser Gemeinden herzlich danken. Ein besonderer Dank geht aber auch an Sie, geschätzte Damen und Herren Gemeindepräsidenten, für die gute Zusammenarbeit und Ihre Unterstützung. Danken möchte ich speziell auch den zahlreichen Gemeindeverantwortlichen, die sich in Kommissionen und Arbeitsgruppen für die Berücksichtigung kommunaler Anliegen einsetzen. Ich wünsche Ihnen auch weiterhin viel Erfolg bei der Ausübung ihrer verantwortungsvollen öffentlichen Aufgabe.

Marianne Maret, Präsidentin

# Rapport d'activité 2012

L'année dernière également, la Fédération des Communes Valaisannes s'est engagée dans de nombreux dossiers et problématiques particulièrement importants pour les communes, afin de défendre efficacement les intérêts de ses membres. Ci-après, nous vous présentons le rapport des activités de notre fédération durant l'année écoulée, en nous limitant à la description des principales activités.

## Comité / Travail de commissions / Représentation

Durant l'année écoulée, le comité s'est réuni à cinq reprises. Les objets traités lors des séances du comité sont nombreux et diversifiés. Le comité discute et approuve les prises de position de la fédération dans le cadre de procédures de consultation. Il discute et traite également des sujets d'actualité importants pour les communes. A côté de ces séances de comité ordinaires, des rencontres régulières entre une délégation du comité et les chefs des départements et les chefs de services cantonaux ont également eu lieu, afin de discuter des problèmes d'actualité spécifiques aux départements.

Afin de garantir une activité efficace de la fédération, il est essentiel que les intérêts et les attentes des membres soient intégrés le plus tôt possible dans les processus de décision. La Fédération des Communes Valaisannes s'engage dans ce sens et assure une bonne représentation des communes dans les commissions extraparlimentaires et les groupes de travail.

Durant l'année 2012, les communes ont été représentées dans les groupes de travail et les commissions suivantes:

- Groupe de travail cantonal chargé de l'information et du soutien des communes concernant l'Initiative Weber
- Comité de pilotage mandaté d'accompagner la nouvelle politique en matière du développement territorial
- Groupe de travail concernant la répartition des tâches entre Police cantonale et polices municipales
- Groupe de travail concernant la mise en application de l'autorisation électronique de construction
- Groupe de travail mandaté du lancement de la phase II du concept cantonal pour l'enseignement spécialisé
- Groupe de travail «renaturation des cours d'eau»
- Groupe d'accompagnement du Projet Registre foncier 2020
- Groupe de travail mandaté d'élaborer une nouvelle loi sur l'école primaire
- Groupe de travail mandaté d'élaborer une nouvelle loi cantonale sur la géoinformation
- Commission «forces hydrauliques et communes» dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de politique énergétique du Canton du Valais
- Groupe de travail traitant la problématique du recyclage et de la revalorisation des matériaux de démolition
- Association «Branche administration publique Valais» (Formation des apprentis)
- Comité de Pilotage pour la mise en œuvre de l'extranet entre l'état et les communes

- Commission des conventions du Réseau Santé Valais
- Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne
- Comité de pilotage «opération fiesta»
- Conseil cantonal de l'instruction publique
- Commission cantonale de la formation professionnelle
- Commission cantonale de la protection des données
- Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes

La Fédération des Communes Valaisannes a non seulement entretenu des liens avec ces commissions cantonales et ces groupes de travail, mais a également eu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons, l'Association des Communes Suisses ainsi qu'avec l'Union des villes suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne.

### **Procédures de consultation**

A côté de la défense des intérêts des communes dans les délibérations des différents groupes de travail et commissions, une autre tâche importante de la fédération est la défense des intérêts de ses membres dans les procédures de consultation cantonales. Dans ce but, le comité élabore et approuve des prises de position, qui sont remises à toutes les communes, pour avis. Les communes ont la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général et sont invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la fédération, compte tenu de leur situation spécifique.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants:

- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de loi sur le sport
- Procédure de consultation relative à l'avant-projet de loi sur l'enseignement primaire
- Procédure de consultation relative à l'avant-projet concernant l'introduction de prestations complémentaires pour les familles
- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de loi sur la géoinformation
- Consultation sur la Fiche G. 3/2 du plan directeur cantonal – Potentiel hydro-électrique du Rhône

### **Rencontre avec le Conseil d'Etat**

En complément aux rencontres bilatérales avec différents chefs de départements, le comité de la FCV rencontre une fois par an le Conseil d'Etat. Cette rencontre permet au comité de présenter les exigences et les attentes des communes au Conseil d'Etat et d'échanger des informations sur les affaires en cours avec les membres du gouvernement. La rencontre de l'année dernière a eu lieu le 10 octobre et a permis d'aborder les thèmes suivants:

- Projet de la troisième correction du Rhône: Adoption du PA-R3 2012; passage rapide aux projets de détail pour des solutions locales; confirmation des promesses faites aux communes (concrétisation des projets et délais);

- Initiative Weber: Traitements des oppositions déposées par Helvetia Nostra; clarification du rôle des communes dans l'octroi d'autorisations de construire dès le 1er janvier 2013 notamment en ce qui concerne les tâches de contrôle;
- Système des Rail Check: Améliorations du système pour l'année prochaine suite aux expériences faites;
- Problématique liée à l'accueil de requérants d'asile dans les communes;
- Politique de l'énergie: Après l'acceptation du décret par le Grand Conseil; Quelles seront les prochaines étapes?
- Quel agenda pour la politique du tourisme?
- Avancement des travaux dans le cadre du projet registre foncier 2020;
- Révision de la loi sur l'aménagement du territoire.
- Séances prévues par régions pour envisager l'organisation de l'école obligatoire en fonction des nouvelles lois et de la RPT;
- Organisation future du domaine Police en Valais;
- Taxation des déchets: lettre aux communes.

### **Séances d'information**

La Fédération des Communes Valaisannes organise des manifestations d'information sur des thèmes importants, pour les représentantes et les représentants des communes. Après l'adoption de l'Initiative Weber par le peuple suisse, la FCV a organisé, en mai de l'année dernière, une séance d'information sur ce thème. Dans le cadre de cette séance, la Conseillère fédérale Doris Leuthard, en charge de ce dossier, a répondu aux questions des présidentes et des présidents de commune. L'année dernière, une autre séance d'information a été intégrée dans l'assemblée générale ordinaire. Dans ce cadre, le chef du Département de l'éducation, de la culture et du sport, le Conseiller d'Etat Claude Roch, ainsi que les spécialistes compétents de son département ont informé sur les innovations concernant l'école obligatoire. A l'avenir également, la FCV organisera des manifestations d'information sur des thèmes importants pour les communes.

### **Groupe parlementaire Communes**

Afin d'assurer une défense efficace des intérêts des communes dans les délibérations parlementaires, il est important de disposer d'un large appui de la part des députés. A travers les membres du groupe parlementaire Communes, la FCV dispose d'un lien direct avec le Grand Conseil et les différents groupes politiques. Cela est très important pour faire valoir les attentes des communes au sein des groupes politiques dès les délibérations préparatoires. Le groupe parlementaire Communes est présidé par Monsieur Jean-Pierre Penon, président de la commune de Conthey et membre du Grand Conseil. Le soutien administratif pour le groupe est assuré par le secrétariat général de la FCV.



## Dossiers spécifiques

### ◆ Initiative Weber

Le 11 mars 2012, le peuple suisse a approuvé à une très faible majorité l'initiative sur les résidences secondaires, dite « initiative Weber ». Cette décision populaire a placé les autorités communales devant de nombreuses questions sans réponse et d'incertitudes. En mai, la FCV a organisé une séance d'information sur ce thème, à laquelle la Conseillère fédérale Doris Leuthard a également participé. Par ailleurs, la FCV a mis à disposition des communes une recommandation juridique pour le traitement des oppositions systématiques d'Helvetia Nostra contre les autorisations de construire. La FCV a également soutenu et accompagné une étude sur les conséquences économiques négatives à attendre suite à l'acceptation de l'initiative Weber. Suite à la votation du 11 mars, le Conseil d'Etat a également approuvé un catalogue de mesures. Il a notamment décidé de mettre en place un groupe de travail cantonal dans le but d'informer et de soutenir les communes, ainsi que d'élaborer des positions à défendre en commun avec les autres cantons touchés, dans les discussions relatives à l'application du nouvel article constitutionnel. Ledit groupe de travail est composé des chefs des services cantonaux concernés ainsi que de deux représentants de la FCV. Ce groupe de travail a pour objectif de soutenir les communes et d'assurer l'information des communes. Malheureusement, de nombreuses questions restent sans réponse, malgré l'ordonnance approuvée par le Conseil fédéral. La Confédération n'a pas été en mesure d'apporter des réponses fiables aux questions urgentes. Il s'agira maintenant, dans le cadre de l'élaboration de la loi d'application et des délibérations parlementaires qui suivront, d'obtenir des améliorations importantes par rapport à l'ordonnance actuelle et d'éliminer les incertitudes. Le groupe de travail cantonal continuera de soutenir les communes au-delà de l'année 2012 – sachant qu'on n'obtiendra à court terme très probablement pas des réponses suffisantes et fiables à toutes les questions.

### ◆ Révision de la loi fiscale

Déjà dans le cadre de la consultation relative à la révision de la loi fiscale, la FCV s'est prononcée contre de nouvelles baisses d'impôts. En l'espace de quelques années, la loi fiscale a été revue plusieurs fois, ce qui a conduit, à chaque fois, à une baisse d'impôts et, partant, à une baisse des revenus pour les communes. Les communes sont confrontées à de grands défis, et plusieurs paramètres importants concernant la situation financière des communes dans un proche avenir sont extrêmement incertains. Ainsi, les conséquences économiques négatives de l'initiative Weber restent indéterminées, et les conséquences effectives de la RPT II sur les finances des communes ne peuvent pas non plus être chiffrées de manière détaillée, à ce jour. Malgré plusieurs interventions, notamment de la FCV auprès des députés du Grand Conseil, ainsi que des demandes de modification déposées dans le cadre des débats du Grand Conseil, ce dernier a maintenu les allègements fiscaux proposés. La FCV continuera de s'opposer à d'éventuelles autres révisions fiscales, car les communes ont besoin de rentrées fiscales qui leur permettent d'effectuer les tâches ordinaires et de répondre aux attentes de la population. De plus, les communes investissent chaque année des sommes considérables dans les infrastructures publiques, ces dernières étant essentielles pour l'économie locale et, en fin de compte, pour le maintien des emplois.

### ◆ Mode de financement de l'élimination des déchets urbains

Le Tribunal fédéral a rendu une décision importante concernant l'augmentation des taxes d'élimination des déchets. En vertu de cette décision, les taxes ne pourront plus être fixées, à l'avenir, que sur la base du critère de quantité des déchets – autrement dit, de leur volume ou de leur poids. Dans une décision de principe, le Conseil d'Etat a précisé que, dans le cadre d'une phase transitoire, les communes pourront continuer d'appliquer

des dispositions dérogeant à la décision du Tribunal fédéral, pour autant que les conditions matérielles et formelles pour un régime dérogatoire soient remplies. En collaboration avec les services cantonaux compétents, la FCV a informé les communes et a mis à leur disposition un règlement de base élaboré par le département compétent, pour la gestion des déchets. En outre, les communes ont été informées des conditions matérielles et formelles à remplir pour un tel régime dérogatoire.

◆ **Motion Delasoie « Introduction d'une assurance-accidents complémentaire »**

Le Grand Conseil a approuvé une motion dans laquelle la motionnaire demande l'introduction d'une assurance-accidents complémentaire par les communes. Cette assurance-accidents complémentaire doit assurer tous les élèves de tous les niveaux pour tous les coûts liés à un accident survenu dans le cadre de l'école et qui ne soit pas couvert par l'assurance de base de la loi sur l'assurance-maladie. Le Département de l'éducation, de la culture et du sport s'est adressé à la FCV pour connaître l'avis des communes. Le comité de la FCV a décidé d'effectuer un sondage auprès de toutes les communes pour savoir comment les communes sont actuellement assurées et si l'introduction d'une telle assurance-accidents complémentaire est considérée comme judicieuse. Sur la base des résultats du sondage, le comité s'est vu conforté dans sa première estimation et a informé le DECS que les communes se prononcent contre une telle assurance-accidents complémentaire, compte tenu des besoins et des coûts supplémentaires liés à l'introduction de cette assurance.

◆ **Projet de la 3<sup>ème</sup> correction du Rhône**

Conformément au postulat transmis par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat a mis en place un groupe d'experts chargé d'étudier les différentes variantes. Les communes concernées ont été informées par des experts des résultats de l'étude, lors d'une séance ad hoc. Les communes ont ainsi été informées, entre autres, que le canton dispose d'une certaine marge de manœuvre parmi les différents points de vue étudiés. De nombreuses négociations bilatérales entre les communes concernées et les services cantonaux compétents ont permis de trouver des solutions adaptées, permettant de mieux tenir compte des besoins locaux et régionaux. D'une manière générale, on peut retenir que les communes concernées approuvent fondamentalement les propositions de solution élaborées et que le projet actuel satisfait les communes à 80%. Les communes considèrent toutefois la perte de terrains comme trop élevée et demandent par conséquent une nouvelle réduction des terrains nécessaires pour la correction du Rhône. Par ailleurs, les communes demandent que les promesses et assurances faites par le canton soient consignées de manière contraignante. Enfin, les moyens financiers pour la mise en œuvre des solutions proposées doivent impérativement être mis à disposition et les délais pour la réalisation être respectés.

◆ **Participation des communes aux coûts de scolarisation des enfants requérants d'asile**

L'accueil de requérants d'asile est lié à divers défis pour les communes concernées et leur population. Dans ce cadre, les communes concernées doivent également prendre en charge les frais de scolarité des enfants requérants d'asile. Plusieurs communes concernées sont intervenues auprès de la FCV et ont attiré l'attention sur cette situation. Le comité de la FCV a décidé d'intervenir à son tour auprès des services cantonaux compétents et de demander que les coûts liés aux requérants d'asile soient entièrement pris en charge par le canton, cela d'autant plus que l'asile est une tâche de la Confédération et des cantons, mais non des communes. Le canton a refusé de prendre en charge ces coûts et a relevé que les frais de scolarité des enfants requérants d'asile n'entrent pas dans les coûts de l'aide d'urgence financée par la Confédération et ne peuvent par conséquent pas être pris en charge intégralement par le canton. Le Grand

Conseil a alors adopté un postulat demandant que les coûts liés à la scolarité des enfants requérants d'asile ne soient pas pris en charge par les communes, mais par le canton. Suite à cette décision, un groupe de travail a été constitué afin d'élaborer des solutions potentielles. La FCV continuera de suivre cette affaire de près.

◆ **Fondation de l'association « Branche administration publique Valais »**

En collaboration avec le canton du Valais, la Vereinigung Mitarbeiter öffentliche Verwaltung Oberwallis (MöVO) et l'Association des Secrétaires Communaux du Valais Romand (ASCVR), la Fédération des Communes Valaisannes a créé, l'année dernière, l'association « Branche administration publique Valais ». Conformément aux nouvelles prescriptions en matière de formation professionnelle, les branches sont tenues d'organiser des cours interentreprises pour leurs apprentis. C'est donc en toute logique que le canton et les communes organisent ensemble ces cours interentreprises et aient créé, pour cela, une association commune pour la branche de l'administration publique. Cela d'autant plus que les organisations de communes et le canton avaient déjà étroitement collaboré, ces dernières années, pour l'organisation des cours interentreprises. De plus, un poste à temps partiel a pu être créé grâce aux recettes du fonds pour la formation professionnelle et au soutien du canton et de la FCV. Ce poste est responsable pour l'ensemble de l'organisation de ces cours et des examens. Cela permet de décharger les personnes jusqu'ici responsables de ces cours dans les communes.

La Présidente:

Marianne Maret

Le Secrétaire général:

Oliver Schnyder

# Tätigkeitsbericht 2012

Die Dossiers und Problemstellungen von besonderer Bedeutung für die Gemeinden waren auch im vergangenen Verbandsjahr sehr zahlreich. Der Verband Walliser Gemeinden hat sich diesen Dossiers angenommen und hat sich mit dem Ziel einer wirkungsvollen Vertretung der Interessen seiner Mitglieder engagiert. Im Folgenden legen wir Ihnen den Bericht über die Tätigkeiten unseres Verbandes im vergangenen Jahr vor und beschränken uns dabei auf die Darlegung der wichtigsten Aktivitäten.

## **Vorstand / Kommissionsarbeit / Repräsentationen**

Der Vorstand traf sich im vergangenen Verbandsjahr zu insgesamt fünf Sitzungen. Die Traktanden der Vorstandssitzungen sind zahlreich und vielschichtig zugleich. Der Vorstand diskutiert und verabschiedet die Stellungnahmen des Verbandes im Rahmen von Vernehmlassungsverfahren und diskutiert und bearbeitet aktuelle, wichtige Themen für die Gemeinden. Nebst diesen ordentlichen Vorstandssitzungen haben auch im vergangenen Jahr regelmässig Treffen einer Delegation des Vorstandes mit den kantonalen Departementsvorstehern und Dienstchefs stattgefunden, um departementsspezifische und aktuelle Probleme zu besprechen.

Für die Gewährleistung einer wirkungsvollen Verbandstätigkeit ist es von zentraler Bedeutung, dass die Interessen und Anliegen der Mitglieder in einem möglichst frühen Stadium in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Der Verband Walliser Gemeinden engagiert sich in diesem Zusammenhang und stellt sicher, dass in den ausserparlamentarischen Kommissionen und Arbeitsgruppen eine gute Vertretung der Gemeinden gewährleistet ist.

Im vergangenen Jahr waren die Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen vertreten:

- Kantonale Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Information und Unterstützung der Gemeinden in Sachen Zweitwohnungsinitiative
- Kantonaler Lenkungsausschuss betreffend Neuausrichtung der Politik im Bereich Raumentwicklung
- Arbeitsgruppe betreffend die Aufgabenteilung zwischen Kantonspolizei und Gemeindepolizei
- Arbeitsgruppe betreffend Umsetzung der elektronischen Baubewilligung
- Arbeitsgruppe für die Lancierung der Phase II des kantonalen Konzepts für das Sonderschulwesen
- Arbeitsgruppe „Renaturierung der Wasserläufe“
- Begleitgruppe des Projekts Grundbuch 2020
- Arbeitsgruppe mit dem Mandat der Erarbeitung eines neuen Primarschulgesetzes
- Kommission zur Erarbeitung neuer kantonalen Ausführungsbestimmungen im Bereich GeoInformation
- Kommission „Wasserkraft und Gemeinden“ im Rahmen der Erarbeitung einer Strategie für die künftige Energiepolitik des Kantons Wallis
- Arbeitsgruppe betreffend Recycling und Aufbereitung von Abfallmaterialien
- Vereinigung „Branche öffentliche Verwaltung Wallis“ (Lehrlingsausbildung)

- Commission des conventions des Gesundheitsnetzes Wallis
- Projekt-Lenkungsausschuss elektronische Vernetzung der Gemeinden mit dem Kanton
- Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit
- Kantonale Berufsbildungskommission
- Kantonale Bildungskommission
- Kantonale Datenschutzkommission
- Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte über diese kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone, dem Schweizerischen Gemeindeverband sowie dem Schweizerischen Städteverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne.

### **Vernehmlassungsverfahren**

Nebst der Vertretung der Anliegen der Gemeinden in den Beratungen der verschiedenen Arbeitsgruppen und Kommissionen besteht eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes in der Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im Rahmen der kantonalen Vernehmlassungsverfahren. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zur Konsultation zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Themenbereichen Stellungnahmen eingereicht:

- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf eines kantonalen Gesetzes über den Sport
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf des kantonalen Gesetzes über die Primarschule
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf des kantonalen Gesetzes über die Geoinformation
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf zur Einführung von Ergänzungsleistungen für Familien
- Konsultation zum Koordinationsblatt G. 3/2 des kantonalen Richtplans – Hydroelektrisches Potential der Rhone

### **Treffen mit dem Staatsrat**

Nebst den bilateralen Treffen mit einzelnen Departementsvorstehern trifft sich der Vorstand des VWG einmal jährlich mit dem Gesamtstaatsrat. Diese Begegnung bietet dem Vorstand die Möglichkeit, die Forderungen und Anliegen der Gemeinden vor dem Gesamtstaatsrat anzubringen sowie einen gegenseitigen Informationsaustausch zu laufenden Angelegen-

heiten mit den Mitgliedern der Regierung zu pflegen. Das letztjährige Treffen fand am 10. Oktober statt und folgende Themenbereiche wurden behandelt:

- Projekt der 3. Rhonekorrektur: Genehmigung des Richtplans R3 2012; rascher Übergang zu den Detailprojekten für lokale Lösungen; Bestätigung der den Gemeinden gemachten Zusicherungen und Versprechungen (Konkretisierung der Projekte und Fristen);
- Zweitwohnungsinitiative: Behandlung der Einsprachen von Helvetia Nostra; Klärung der Rolle der Gemeinden in der Vergabe von Baubewilligungen ab dem 1. Januar 2013 insbesondere auch betreffend der Wahrnehmung der Kontrollaufgaben;
- System der Rail-Checks: Verbesserungen des Systems für das nächste Jahr auf der Grundlage der gemachten Erfahrungen;
- Problematik betreffend die Aufnahme von Asylbewerbern in den Gemeinden;
- Energiepolitik: Nach der Annahme des Dekrets durch den Grossen Rat, welches sind die nächsten Etappen?
- Wie sieht der zeitliche Fahrplan für die Tourismuspolitik aus?
- Stand der Arbeiten im Rahmen des Projekts Grundbuch 2020;
- Revision des Raumplanungsgesetzes;
- Sitzungen in den verschiedenen Regionen zwecks Information über die neue Organisation der obligatorischen Schulen gemäss den neuen Gesetzgebungen und dem NFA II;
- Künftige Organisation des Bereichs der Polizei im Wallis;
- Abfallgebühren: Brief an die Gemeinden.

### **Informationsveranstaltung**

Der Verband Walliser Gemeinden organisiert Informationsveranstaltungen für die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden zu wichtigen und aktuellen Themenbereichen. Nach der Annahme der Zweitwohnungsinitiative durch das Schweizer Volk organisierte der VWG im Mai des vergangenen Jahres eine Informationsveranstaltung zu diesem Thema. Anlässlich dieser Sitzung stand die zuständige Bundesrätin Doris Leuthard den Gemeindepräsidentinnen und Gemeindepräsidenten Red und Antwort. Im vergangenen Jahr wurde zudem eine weitere Informationsveranstaltung in die ordentliche Generalversammlung integriert. In diesem Rahmen haben der Vorsteher des Departements für Erziehung, Kultur und Sport, Staatsrat Claude Roch sowie die zuständigen Spezialisten seines Departements über die Neuerungen in der obligatorischen Schule informiert. Der VWG wird auch in Zukunft zu ausgewählten, für die Gemeinden wichtigen Themen, Informationsveranstaltungen durchführen.

### **Parlamentarische Gruppe Gemeinden**

Damit eine wirkungsvolle Vertretung der Interessen der Gemeinden in den parlamentarischen Beratungen gewährleistet werden kann, ist es wichtig, über eine breite Abstützung bei den Abgeordneten zu verfügen. Über die Mitglieder der parlamentarischen Gruppe Gemeinden verfügt der VWG über einen direkten Draht in den Grossen Rat und in die einzelnen politischen Fraktionen. Dies ist sehr wichtig, damit die Anliegen der Gemeinden bereits in den vorbereitenden Beratungen in den politischen Fraktionen einfließen können. Die parlamentarische Gruppe wird präsiert von Herrn Jean-Pierre Penon, Grossrat und

Gemeindepräsident von Conthey. Der administrative Support für die Gruppe wird durch das Generalsekretariat des VWG sichergestellt.

## **Spezifische Dossiers**

### **◆ Zweitwohnungsinitiative**

Am 11. März 2012 hat das Schweizer Stimmvolk die Zweitwohnungsinitiative äusserst knapp angenommen. Mit dieser Abstimmungsentscheid kam eine Vielzahl von offenen Fragen und Unsicherheiten auf die kommunalen Behörden zu. Der VWG hat im Mai eine Informationsveranstaltung zu diesem Thema organisiert, an der auch die zuständige Bundesrätin, Doris Leuthard teilnahm. Zudem hat der VWG eine juristische Empfehlung für die Behandlung der systematischen Einsprachen von Helvetia Nostra gegen Baubewilligungen sämtlichen Gemeinden zur Verfügung gestellt. Der VWG hat ausserdem die Erarbeitung einer Studie betreffend der aufgrund der Annahme der Zweitwohnungsinitiative zu erwartenden negativen wirtschaftlichen Folgen unterstützt und begleitet. Der Staatsrat hat ebenfalls im Nachgang zur Abstimmung vom 11. März einen Massnahmenkatalog verabschiedet. Unter anderem wurde beschlossen, eine kantonale Arbeitsgruppe einzusetzen, mit dem Auftrag die Gemeinden zu informieren und zu unterstützen sowie Positionen zu erarbeiten, die vom Kanton gemeinsam mit den anderen betroffenen Kantonen in der Diskussion um die Umsetzung des neuen Verfassungsartikels zu vertreten sind. Diese Arbeitsgruppe setzt sich aus den Chefs der betroffenen kantonalen Dienststellen sowie zwei Vertretern des VWG zusammen. Die Arbeitsgruppe hat zum Ziel, die Gemeinden zu unterstützen und die Information der Gemeinden zu gewährleisten. Leider blieben trotz der durch den Bundesrat verabschiedeten Verordnung viele Fragen offen. Der Bund war nicht in der Lage, auf die brennenden offenen Fragen verlässliche Antworten zu liefern. Es wird nun im Rahmen der Ausarbeitung und der anschliessenden parlamentarischen Beratung der entsprechenden Ausführungsgesetzgebung darum gehen, wesentliche Verbesserungen gegenüber der geltenden Verordnung zu erzielen und Unklarheiten aus dem Weg zu räumen. Die kantonale Arbeitsgruppe wird auch über das Jahr 2012 hinaus die Gemeinden unterstützen – im Bewusstsein, dass mit grosser Wahrscheinlichkeit zumindest nicht auf alle Fragen ausreichende und verlässliche Antworten gegeben werden können.

### **◆ Steuergesetzrevision**

Bereits im Rahmen der Vernehmlassung zur Steuergesetzrevision hat sich der VWG gegen erneute Steuererleichterungen ausgesprochen. Innerhalb weniger Jahre wurde das Steuergesetz mehrmals revidiert, was jeweils mit Steuererleichterungen und damit Mindereinnahmen für die Gemeinden einherging. Die Gemeinden sehen sich mit grossen Herausforderungen konfrontiert, und mehrere wichtige Parameter für die finanzielle Situation der Gemeinden in der nächsten Zukunft sind äusserst unsicher. So sind etwa die negativen wirtschaftlichen Auswirkungen der Zweitwohnungsinitiative nicht absehbar und auch die effektiven Auswirkungen des NFA II auf die Gemeindefinanzen können heute noch nicht detailliert beziffert werden. Trotz wiederholter Interventionen u.a. des VWG bei den Abgeordneten im Grossen Rat und entsprechenden Abänderungsanträgen im Rahmen der grossrätlichen Debatte hat der Grosse Rat an den vorgeschlagenen Steuererleichterungen festgehalten. Der VWG wird sich auch in Zukunft gegen allfällige weitere Steuerrevisionen zur Wehr setzen, da die Gemeinden auf Steuereinnahmen angewiesen sind, die ihnen die Erfüllung der öffentlichen Aufgaben sowie der Erwartungen der Bevölkerung an die kommunalen Dienstleistungen erlauben. Zudem investieren die Gemeinden jährlich hohe Summen in die öffentliche Infrastruktur, was für die lokale Wirtschaft und schliesslich den Erhalt von Arbeitsplätzen von zentraler Bedeutung ist.

#### ◆ **Gebührenerhebung Abfallentsorgung**

Bekanntlich hat das Bundesgericht einen wichtigen Entscheid betreffend der Erhebung von Abfallgebühren gefällt. Gemäss diesem Entscheid dürfen die Gebühren künftig nur noch über das Kriterium der Quantität der Abfälle – sprich Volumen oder Gewicht – bestimmt werden. Der Staatsrat hat in einem Grundsatzentscheid festgehalten, dass die Gemeinden in einer Übergangsphase nach wie vor Gebührenregelungen anwenden können, die vom Grundsatz des vorgenannten Entscheids des Bundesgerichts abweichen, sofern die materiellen und formellen Voraussetzungen für eine Ausnahmeregelung erfüllt sind. Der VWG hat in Zusammenarbeit mit den zuständigen kantonalen Stellen die Gemeinden informiert und ein durch das zuständige Departement ausgearbeitetes Basisreglement für die Abfallbewirtschaftung allen Gemeinden zur Verfügung gestellt. Zudem wurden die Gemeinden über die zu erfüllenden materiellen und formellen Voraussetzungen einer solchen Ausnahmeregelung informiert.

#### ◆ **Motion Delasoie „Einführung einer komplementären Unfallversicherung“**

Der Grosse Rat hat eine Motion gutgeheissen, in der der Motionär die Einführung einer komplementären Unfallversicherung durch die Gemeinden verlangt. Diese zusätzliche Unfallversicherung soll alle Schüler sämtlicher Stufen für alle in Zusammenhang mit einem im Rahmen der Schule sich ereignenden Unfall entstehenden Kosten versichern, die nicht durch die Grundversicherung des Krankenkassengesetzes abgedeckt sind. Das Departement für Erziehung, Kultur und Sport hat den VWG betreffend der Meinung der Gemeinden angefragt. Der Vorstand des VWG hat entschieden, eine Umfrage bei allen Gemeinden durchzuführen, um zu erfahren, wie die Gemeinden aktuell versichert sind, und ob die Einführung einer solchen komplementären Unfallversicherung als angezeigt eingestuft wird. Auf der Basis der Resultate der Umfrage sah sich der Vorstand in seiner ersten Beurteilung bestätigt und informierte das DEKS, dass sich die Gemeinden unter Berücksichtigung der Bedürfnislage und der mit einer Einführung dieser Versicherung verbundenen Mehrkosten gegen eine solche komplementäre Unfallversicherung aussprechen.

#### ◆ **Projekt der 3. Rhonekorrektur**

Aufgrund des vom Grossen Rat überwiesenen Postulats hat der Staatsrat ein Expertengremium eingesetzt, mit dem Auftrag die verschiedenen Varianten zu prüfen. Die betroffenen Gemeinden wurden an einer eigens einberufenen Sitzung durch die Experten über die Resultate der Studie informiert. Die Gemeinden konnten so unter anderem zur Kenntnis nehmen, dass unter den verschiedenen geprüften Gesichtspunkten der Kanton über einen Handlungsspielraum verfügt. Zahlreiche bilaterale Verhandlungen zwischen den betroffenen Gemeinden und den zuständigen kantonalen Stellen haben es erlaubt, angepasste Lösungen zu finden, die den lokalen und regionalen Bedürfnissen besser Rechnung tragen. Generell kann festgehalten werden, dass die betroffenen Gemeinden mit den erarbeiteten Lösungsvorschlägen grundsätzlich einverstanden sind, und die nun vorliegenden Projektierungen die Gemeinden zu 80% zufrieden stellen. Die Gemeinden erachten jedoch den Flächenverlust als nach wie vor zu gross und verlangen daher, dass der Flächenbedarf der korrigierten Rhone eine weitere Reduktion erfährt. Zudem verlangen die Gemeinden, dass die nun seitens des Kantons gemachten Versprechungen und Zusicherungen effektiv verbindlich festgelegt werden. Schliesslich ist es unabdingbar, dass die für die Umsetzung der nun vorliegenden Lösungen erforderlichen finanziellen Mittel bereit gestellt werden, und die für die Realisierung eingeräumten Fristen tatsächlich eingehalten werden.



◆ **Beteiligung der Gemeinden an den Schulkosten für asylsuchende Kinder**

Die Aufnahme asylsuchender Personen ist mit verschiedenen Herausforderungen für die betroffene Gemeinde und ihre Bevölkerung verbunden. In diesem Rahmen haben die betroffenen Gemeinden ausserdem die Schulkosten für die asylsuchenden Kinder zu übernehmen. Mehrere betroffene Gemeinden haben beim VWG interveniert und auf diese Situation hingewiesen. Der Vorstand VWG hat sodann entschieden, bei den zuständigen kantonalen Stellen zu intervenieren und zu verlangen, dass die Kosten im Zusammenhang mit asylsuchenden Personen vollumfänglich durch den Kanton übernommen werden, zumal das Asylwesen eine Aufgabe des Bundes und der Kantone, nicht aber der Gemeinden, darstellt. Der Kanton hat sich geweigert diese Kosten zu übernehmen und hat darauf hingewiesen, dass die Schulkosten für asylsuchende Kinder nicht unter die eigentlichen Kosten der vom Bund finanzierten Nothilfe fallen und dementsprechend nicht ausschliesslich durch den Kanton übernommen werden können. Der Grosse Rat hat daraufhin ein Postulat angenommen, welches verlangt, dass die durch die Einschulung asylsuchender Kinder entstehenden Kosten nicht von der betroffenen Gemeinde, sondern durch den Kanton übernommen werden sollen. Im Nachgang zu dieser Entscheidung wurde eine Arbeitsgruppe eingesetzt mit dem Auftrag, mögliche Lösungen zu erarbeiten. Der VWG wird dieses Geschäft weiterhin eng begleiten.

◆ **Gründung Vereinigung «Branche öffentliche Verwaltung Wallis»**

Gemeinsam mit dem Kanton Wallis, der Vereinigung Mitarbeiter öffentliche Verwaltung Oberwallis (MöVO) sowie der Unterwalliser Vereinigung der Gemeindeschreiber (Association des Secrétaires Communaux du Valais Romand ASCVR) hat der Verband Walliser Gemeinden im vergangenen Jahr die Vereinigung „Branche öffentliche Verwaltung Wallis“ gegründet. Gemäss den neuen Berufsbildungsvorgaben sind die Branchen gehalten, für ihre Auszubildende überbetriebliche Kurse zu organisieren. Aufgrund dessen ist es nichts anderes als sinnvoll, dass der Kanton und die Gemeinden gemeinsam diese überbetrieblichen Kurse organisieren und dementsprechend auch eine gemeinsame Vereinigung für die Branche öffentliche Verwaltung ins Leben gerufen haben. Dies zumal bereits in den vergangenen Jahren die Gemeindeorganisationen und der Kanton betreffend der Organisation der überbetrieblichen Kurse eng zusammengearbeitet haben. Zudem konnte aufgrund der Einnahmen aus dem Berufsbildungsfonds und der Unterstützung durch den Kanton und den VWG eine Teilzeitstelle geschaffen werden, die für die gesamte Organisation dieser Kurse und der Prüfungen verantwortlich zeichnet. Damit können die bislang verantwortlichen Personen in den Gemeinden entlastet werden.

Die Präsidentin:

Marianne Maret

Der Generalsekretär:

Oliver Schnyder

	Comptes 2011	Budget 2012	Comptes 2012	Budget 2013	Budget 2014
<b>Recettes:</b>					
Cotisations des membres	CHF 209'776.40	CHF 205'000.00	CHF 204'074.50	CHF 205'000.00	CHF 205'000.00
Montant de base	CHF 9'750.00	CHF 9'800.00	CHF 8'900.00	CHF 9'000.00	CHF 9'000.00
Intérêts bancaires	CHF 222.55	CHF 200.00	CHF 176.70	CHF 200.00	CHF 200.00
<b>Total Recettes</b>	<b>CHF 219'748.95</b>	<b>CHF 215'000.00</b>	<b>CHF 213'151.20</b>	<b>CHF 214'200.00</b>	<b>CHF 214'200.00</b>
<b>Dépenses:</b>					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité, traductions	CHF 52'944.00 ( TVA inclus)	CHF 52'944.00 ( TVA inclus)	CHF 52'944.00 ( TVA inclus)	CHF 52'944.00 ( TVA inclus)	CHF 52'944.00 ( TVA inclus)
Mandat secrétaire général	CHF 87'100.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00
Charges sociales	CHF 16'898.75	CHF 16'000.00	CHF 17'275.65	CHF 17'000.00	CHF 17'000.00
Frais	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Présidence / Comité / Commissions	CHF 15'426.40	CHF 20'000.00	CHF 15'559.20	CHF 20'000.00	CHF 20'000.00
Assemblée générale et Rapport annuel	CHF 6'738.55	CHF 6'000.00	CHF 6'287.70	CHF 6'000.00	CHF 6'000.00
Séance d'information	CHF 0.00	CHF 4'500.00	CHF 5'031.90	CHF 4'500.00	CHF 4'500.00
Formation des apprentis communaux	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 5'000.00
Convention de formation	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 1'650.00	CHF 1'050.00	CHF 600.00	CHF 1'150.00	CHF 1'150.00
Hosting, Site internet / Hosting, Webside	CHF 2'501.10	CHF 2'000.00	CHF 1'253.05	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	CHF 141.55	CHF 300.00	CHF 98.95	CHF 300.00	CHF 300.00
Divers	CHF 2'498.70	CHF 3'000.00	CHF 6'126.40	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
<b>Total Dépenses</b>	<b>CHF 191'699.05</b>	<b>CHF 206'594.00</b>	<b>CHF 200'976.85</b>	<b>CHF 207'694.00</b>	<b>CHF 207'694.00</b>
<b>Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice</b>	<b>CHF 28'049.90</b>	<b>CHF 8'406.00</b>	<b>CHF 12'174.35</b>	<b>CHF 6'506.00</b>	<b>CHF 6'506.00</b>

	Rechnung 2011	Budget 2012	Rechnung 2012	Budget 2013	Budget 2014
<b>Einnahmen:</b>					
Mitgliederbeiträge	CHF 209'776.40	CHF 205'000.00	CHF 204'074.50	CHF 205'000.00	CHF 205'000.00
Sockelbeitrag	CHF 9'750.00	CHF 9'800.00	CHF 8'900.00	CHF 9'000.00	CHF 9'000.00
Bankzinsen	CHF 222.55	CHF 200.00	CHF 176.70	CHF 200.00	CHF 200.00
<b>Total Einnahmen</b>	<b>CHF 219'748.95</b>	<b>CHF 215'000.00</b>	<b>CHF 213'151.20</b>	<b>CHF 214'200.00</b>	<b>CHF 214'200.00</b>
<b>Ausgaben:</b>					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial) Buchhaltung, Übersetzungen	CHF 52'944.00 ( MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 ( MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 ( MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 ( MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 ( MWSt inkl.)
Mandat Generalsekretär	CHF 87'100.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00
Lohnnebenkosten	CHF 16'898.75	CHF 16'000.00	CHF 17'275.65	CHF 17'000.00	CHF 17'000.00
Spesen	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	CHF 15'426.40	CHF 20'000.00	CHF 15'559.20	CHF 20'000.00	CHF 20'000.00
Generalversammlung und Jahresbericht	CHF 6'738.55	CHF 6'000.00	CHF 6'287.70	CHF 6'000.00	CHF 6'000.00
Informationsveranstaltung	CHF 0.00	CHF 4'500.00	CHF 5'031.90	CHF 4'500.00	CHF 4'500.00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 5'000.00
Ausbildungsvereinbarung	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 1'650.00	CHF 1'050.00	CHF 600.00	CHF 1'150.00	CHF 1'150.00
Hosting, Site internet / Hosting, Website	CHF 2'501.10	CHF 2'000.00	CHF 1'253.05	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	CHF 141.55	CHF 300.00	CHF 98.95	CHF 300.00	CHF 300.00
Diverses	CHF 2'498.70	CHF 3'000.00	CHF 6'126.40	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
<b>Total Dépenses / Total Ausgaben</b>	<b>CHF 191'699.05</b>	<b>CHF 206'594.00</b>	<b>CHF 200'976.85</b>	<b>CHF 207'694.00</b>	<b>CHF 207'694.00</b>
<b>Betriebsgewinn / Betriebsverluf</b>	<b>CHF 28'049.90</b>	<b>CHF 8'406.00</b>	<b>CHF 12'174.35</b>	<b>CHF 6'506.00</b>	<b>CHF 6'506.00</b>

## BILAN

<b>ACTIF</b>		<b>31.12.2012</b>		<b>31.12.2011</b>
Compte auprès de la BCV	Fr.	<u>138'665.40</u>	Fr.	<u>119'691.05</u>
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>138'665.40</b>	<b>Fr.</b>	<b>119'691.05</b>
<b>PASSIF</b>		<b>31.12.2012</b>		<b>31.12.2011</b>
Créditeurs	Fr.	6'800.00	Fr.	0.00
Fortune	Fr.	119'691.05	Fr.	91'641.15
Bénéfice/Perte	Fr.	<u>12'174.35</u>	Fr.	<u>28'049.90</u>
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>138'665.40</b>	<b>Fr.</b>	<b>119'691.05</b>

---

## BILANZ

<b>AKTIVEN</b>		<b>31.12.2012</b>		<b>31.12.2011</b>
Bankkonto WKB	Fr.	<u>138'665.40</u>	Fr.	<u>119'691.05</u>
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>138'665.40</b>	<b>Fr.</b>	<b>119'691.05</b>
<b>PASSIVEN</b>		<b>31.12.2012</b>		<b>31.12.2011</b>
Kreditoren	Fr.	6'800.00	Fr.	0.00
Vermögen	Fr.	119'691.05	Fr.	91'641.15
Gewinn/Verlust	Fr.	<u>12'174.35</u>	Fr.	<u>28'049.90</u>
<b>Total</b>	<b>Fr.</b>	<b>138'665.40</b>	<b>Fr.</b>	<b>119'691.05</b>

# FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes

Verband Walliser Gemeinden

---

## Rapport des vérificateurs de comptes 2012 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2012.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes:

Nellen Markus



Ducret Maurice



Baltschieder / Charrat, le

17 avril 2013

## COMITE ET SECRETARIAT DE LA FEDERATION DES COMMUNES VALAISANNES

<b>Marianne MARET</b>	Troistorrents	1872 Troistorrents	adm com: 024 476 80 10 fax: 024 476 80 20	e-mail : <a href="mailto:presidents@troistorrents.ch">presidents@troistorrents.ch</a>	Présidente
<b>Stéphane PONT</b>	Mollens	Rte de Montana 25 3974 Mollens VS	adm com: 027 481 11 21 fax: 027 480 15 04	e-mail: <a href="mailto:stephane.pont@cransmontana.ch">stephane.pont@cransmontana.ch</a>	Vice-Président
<b>Manfred HOLZER</b>	Naters	Zentrum Kelchbachstrasse 16 3904 Naters	adm com: 027 922 75 75 fax: 027 922 47 05	e-mail: <a href="mailto:manfred.holzer@naters.ch">manfred.holzer@naters.ch</a>	Vize-Präsident
<b>Daniel FOURNIER</b>	Dorénaz	1905 Dorénaz	adm com: 027 764 16 48 fax: 027 722 93 56	e-mail: <a href="mailto:commune@dorenaz.ch">commune@dorenaz.ch</a>	Caissier
<b>Jean-Laurent DARBELLAY</b>	Liddes	1945 Liddes	adm com: 027 782 61 61 fax: 027 782 61 60	e-mail: <a href="mailto:jldarbella@netplus.ch">jldarbella@netplus.ch</a>	
<b>Marcel MAURER</b>	Sion	Rue du Stade 6 1950 Sion	adm com: 027 324 11 02 fax:	e-mail: <a href="mailto:s.chambovey@sion.ch">s.chambovey@sion.ch</a>	
<b>Damien METRAILLER</b>	Evolène	Bon Repos 1983 Evolène	adm com: 027 283 13 00 fax: 027 283 31 01	e-mail: <a href="mailto:damiem.metrailleur@admin-evolene.ch">damiem.metrailleur@admin-evolene.ch</a>	
<b>Gilbert LORETAN</b>	Varen	3953 Varen	adm com.: 027 473 15 77 fax: 027 473 40 68	e-mail: <a href="mailto:loretan.albrecht@bluewin.ch">loretan.albrecht@bluewin.ch</a>	
<b>Graziella WALKER SALZMANN</b>	Riederalp	3986 Ried- Mörel	adm com: 027 928 68 80 fax: 027 928 68 85	e-mail: <a href="mailto:graziella.walker@bluewin.ch">graziella.walker@bluewin.ch</a>	
<b>Oliver SCHNYDER</b>		CP 685 3900 Brig	tel: 027 924 66 00 fax: 027 924 66 01 natel: 079 337 46 65	e-mail: <a href="mailto:info@fcv-vwg.ch">info@fcv-vwg.ch</a>	Secrétariat général



## Adresse:

Fédération des Communes Valaisannes  
Secrétariat général  
Case postale 685  
3900 Brigue

Verband Walliser Gemeinden  
Generalsekretariat  
Postfach 685  
3900 Brig

Tel. 027 924 66 00

Fax. 027 924 66 01

[info@fcv-vwg.ch](mailto:info@fcv-vwg.ch)

<http://www.fcv-vwg.ch>